

Les âmes qu'on malmène

Heloisa Castellanos

L'installation d'un régime aussi bien dictatorial que totalitaire implique inéluctablement toute une série de mesures de contrôle et d'encadrement des populations. La terreur d'État, pas seulement dans ses manifestations excessives, violentes, brutales mais aussi et surtout dans ses formes les plus insidieuses, qui peuvent aller jusqu'à emprunter le masque de la banalité, s'infiltrer et s'installe dans ce qu'il y a de plus intime chez l'être humain, sa psyché¹. La présence d'une frayeur diffuse, l'arbitraire imprévisible qui menace en permanence, menace qui pèse non seulement sur les ennemis du régime, les opposants actifs, mais sur tous les individus sans distinction, produit des ravages, parfois durables.

Le xx^e siècle a vu se développer, un peu partout dans le monde, des dictatures, civiles et militaires, voire des systèmes totalitaires que ce soit en Europe, en Asie, en Afrique ou en Amérique. Les examiner tous serait une tâche herculéenne; pour illustrer mon propos donc, je me limiterai à considérer deux situations qui ont eu lieu à deux moments historiques différents et dans des contrées éloignées géographiquement l'une de l'autre, et nous verrons quelles ont été les manifestations que la violence exercée par la terreur d'État a produites chez les individus sur laquelle elle s'exerçait. Pour cela je m'appuierai sur deux exemples: l'analyse que fait Charlotte Beradt des rêves qu'elle a récoltés entre 1933 et 1939 à Berlin et publiés dans *Rêver sous le III^e Reich*² et les recherches des psychanalystes argentins qui, malgré la répression et les menaces, ont continué à travailler durant la dictature militaire argentine entre 1976 et 1983 et qui, grâce à la place très particulière qui était la leur auprès de ceux qui faisaient appel à eux, ont

1. Freud emploie le mot *Seele*, âme, pour nommer la psyché.

2. Charlotte Beradt, *Rêver sous le III^e Reich*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2004.

pu témoigner dans un livre collectif de l'impact de la peur et des persécutions sur la pensée et les affects des citoyens³.

Durant six ans, C. Beradt, Berlinoise, recueillit ses propres rêves et ceux de ses amis, de ses voisins, médecins ou cordonniers, femmes de ménage ou enseignants, pour témoigner de la façon dont les nazis « malmenaient les âmes ». À la source, donc, le désir de vérifier comment d'autres qu'elle reflétaient dans leur vie onirique les événements de la vie quotidienne, ce qui est le propre du rêve, qui reprend en partie les « restes diurnes », mais comment, dans la situation particulière de l'Allemagne sous le nazisme, on retrouvait les manifestations de la frayeur qui déteignait sur tous les opposants politiques au régime ainsi que sur toutes les minorités discriminées.

Charlotte Beradt revendiquera sa démarche comme « l'acte d'une opposante politique et non pas en tant que Juive récemment désignée comme telle ».

Il fallait éviter que ces récits de rêves ne tombent entre les mains de la Gestapo, puisqu'ils pouvaient être considérés comme une propagande contre le régime et de ce fait, l'envoyer, elle, Juive et communiste, en camp de concentration. Pour les mettre à l'abri, et se protéger de ce danger certain, elle les travestit et les envoya à l'étranger.

Voici quelques exemples de ce déguisement : « oncle Jean » pour Hitler, « oncle Gustave » c'est Goering et Goebbels sera « oncle Gérard » ; une arrestation est appelée une « grippe », le Parti est « la famille » etc.

3. Janine Puget et al., *Violence d'État et Psychanalyse*, Paris, Dunod, 1989

4. Membre du groupe expressionniste TAT, il avait été initié à la psychanalyse par Otto Gross et avait rejoint la communauté de Monte Verità, à Ascona (M. Moreau-Ricaud in « Charlotte Beradt, la passeuse de rêves sous le régime nazi », *Topique* 96, août 2006).



En 1940, C. Beradt émigre aux États-Unis où en 1943 une infime partie de cette onirothèque est publiée dans un journal new-yorkais, *Free World*.

Et après, pour incroyable que cela puisse paraître, elle les oublia.

Ce n'est qu'en 1962 et à propos de la publication de ses recherches sur la biographie d'un poète, Albert Ehrenstein, mort en exil aux États-Unis dans l'oubli total, que – dit elle – « quelque chose est revenu du fond de [sa] mémoire ». Avec l'aide de Karl Otten⁴ elle prépare une nouvelle publication, cette fois-ci plus étoffée, et en 1966 une sélection des 300 rêves paraît sous la forme d'un livre dont le titre en allemand est *Das Dritte Reich des Traums* (*Le Troisième Reich des rêves*). La présentation du matériel a une double intention : montrer comment les rêves dévoilent l'impact du totalitarisme sur le psychisme mais aussi, qu'ils sont un moyen de connaissance pour les rêveurs eux mêmes. Mieux encore, une de ses hypothèses est que le rêve établit un lien plus intime avec l'extériorité que la pensée rationnelle.

Les rêveurs interrogés par C. Beradt (avec les plus grandes précautions, on s'en doute), ce ne sont pas des individus ayant subi des violences physiques particulières, mais des individus soumis à l'oppression nazie et à l'ébranlement occasionné par l'atteinte méthodique à tous les repères, même les plus familiers. D'ailleurs, le point de départ de cette étonnante archive est la pensée, après un cauchemar où elle se voit pourchassée, qu'elle ne devait pas être « la seule à avoir été condamnée par la dictature à rêver de la sorte ». Sa démarche se veut un démenti des propos de Robert Ley, dirigeant de l'organisation du IIIe Reich, présentés en exergue du livre : « La seule personne en Allemagne qui a une vie privée est celle qui dort »

L'analyse que fait C. Beradt n'est pas du tout inspirée par la méthode psychanalytique, bien qu'elle n'ait pas été hostile à la psychanalyse. Les rêves présentés ne sont pas suivis d'associations, qui n'ont pas été demandées aux rêveurs et ce qui est transcrit et transmis n'est que le récit « brut », le contenu manifeste. Malgré les différences individuelles, on y trouve des ressemblances qui permettent de reconnaître le contexte politique ; et l'autre hypothèse centrale de sa démarche est qu'il y a des rêves politiques motivés non pas « par des conflits de (la) vie privée mais (par) ceux dans lesquels les a plongés l'espace public ». Ces rêves seraient de véritables sismographes de la situation politique. Elle se situe donc plutôt dans la lignée des travaux de Hanna Arendt (qui a été une amie) sur le totalitarisme, notamment cherchant à faire la démonstration de l'intériorisation de celui-ci par les sujets. Intériorisation qui, parfois, peut aller jusqu'au consentement à des situations qui dans d'autres circonstances n'auraient pas été admises, ce que Ferenczi théorisa comme l'identification

à l'agresseur, et qui peut conduire l'individu à abdiquer ses convictions pour prix de la survie.

L'interdit de penser conduit tout naturellement à l'interdit de rêver. Un jeune homme raconte : « je ne rêve plus que de carrés, de triangles, d'octogones qui ressemblent tous à des gâteaux de Noël, parce qu'il est interdit de rêver ». Mais, se demande Martine Lebovici dans sa préface à ce livre : « rêver qu'il est interdit de rêver, n'est-ce pas très exactement transgresser l'interdit ? »

Dans cette collection de rêves, on trouvera des formes qui peuvent être considérées comme des rites d'initiation au totalitarisme, comme des marques d'allégeance (l'intériorisation dont parle H. Arendt) : les individus se représentent transformés en rouages de machines, éléments artificiels d'un corps mécanique. Et simultanément et contradictoirement on trouve des formes qui expriment une résistance, soit dans le manifeste (se voir en train de tuer Hitler) mais surtout et fondamentalement dans le fait même de rêver comme un refuge pour préserver la pensée, l'intimité du psychisme. Refuge privé qui est la cible privilégiée de l'entreprise totalitaire





puisque, comme le soutient H. Arendt, « ce que redoute le totalitarisme c'est que quelqu'un ne se mette à penser »⁵. La disparition de l'espace privé, l'éclatement de la distinction entre privé et public, est figurée dans de nombreux rêves par des maisons qui n'ont plus de murs rendant visible et audible tout ce qui se passe à l'intérieur (qui n'en est plus un). Représentation on ne peut plus claire aussi de l'ébranlement même de la personnalité, de l'attaque aux limites du sujet, aux repères les plus courants.

Bien avant qu'Orwell ne décrive la surveillance intime que Big Brother pouvait exercer sur tous les individus, plusieurs rêves, dès 1933, mettent en

scène des microphones installés par l'employé de « l'Institut de formation à l'installation d'écouteurs dans les murs ». Le Troisième Reich ne pouvait pas installer des micros dans tous les logements mais il pouvait faire mieux que ça, installer dans chaque individu la peur d'être entendu proférant des propos « coupables » ou même, la peur que ses pensées puissent être connues. Une femme rêve du « poêle en carreaux de faïence bleue qui se trouve dans un angle de notre salon et autour duquel nous nous réunissons tous les soirs pour bavarder » et qui rapporte tout haut tout ce qui a été dit, ou pensé auprès de lui.

Comment apparaît dans les rêves l'antisémitisme, échine dorsale de l'idéologie nazie ? Dans la mesure où cet antisémitisme était racial et prétendait retrouver des caractères physiques particuliers propres aux Juifs, tous les individus, Juifs ou pas, sont préoccupés d'être assignés à cette « race » et de ce fait de faire l'objet de persécutions. Papiers et nez, couleur de cheveux et certificats d'aryanité peuplent les rêves, et Charlotte Beradt remarque que ce sont surtout les femmes, jeunes en général, qui seraient plus préoccupées par les signes de « l'infériorité de la race brune », peut être « plus sensibles que des hommes aux critiques portées sur leur apparence extérieure ».

Parmi les rêveurs se trouvent très souvent des Juifs assimilés qui du fait des lois raciales se voient brutalement éjectés en dehors de leur groupe d'appartenance, C. Beradt elle-même faisant partie de cette catégorie. Pour la plupart d'entre eux ce qui prédomine c'est le sentiment d'une rupture dans la continuité de leur identité qui s'exprime dans un nombre important de rêves d'exil, d'errance, jalonnés de tracasseries et des rejets de toute sorte dans les terres où ils échouent.

5. Hanna Arendt, *Le système totalitaire*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 223



L'effacement de la mort

En 1976 un coup d'État militaire prend le pouvoir en Argentine et le gardera jusqu'en 1983. Il succède au gouvernement civil d'Isabel Peron durant lequel des forces paramilitaires commettent toute sorte d'exactions sur la population : assassinat d'opposants politiques sur la voie publique, répression accrue et le début d'une politique qui deviendra tristement célèbre, celle des disparus.

Contrairement à ce qui a pu se passer en Allemagne durant le nazisme, qui est la représentation paradigmatique de l'État totalitaire avec un leader charismatique à la tête et un fort appui populaire, la Junte militaire qui exerce le pouvoir et qui instaure une dictature féroce ne compte pas avec un parti politique organisé ni avec un soutien populaire, de masse. Point de fascination ou de fanatisme. Point de défilés ou de grandes « messes » dans les stades comme ceux organisés par le national-socialisme avec abondance de signes distinctifs, symboles, oriflammes et drapeaux. Bien au contraire, la Junte évite tout rassemblement, politique ou pas, et proscriit leur organisation par la population. Seul le football échappe à

l'interdit et d'ailleurs, en 1978, à l'acmé de la répression, la Coupe du monde se joue en Argentine.

Globalement, on peut dire que la population a réagi de trois manières différentes à l'instauration du pouvoir militaire. Une partie minoritaire a soutenu ouvertement la dictature, voyant dans les militaires les sauveurs qui allaient mettre un terme à l'action de la guérilla ; une autre partie est entrée dans un état qu'on pourrait appeler d'aliénation en se soumettant à un système social qui interdit « la pensée libre », et une troisième partie a conservé la capacité de penser et d'agir, au prix de grandes souffrances et de dangers avérés. Dans cette dernière catégorie se trouvent les groupes armés, les guérilleros dont les deux organisations les plus connues ont été les « Montoneros » et l'ERP, mais aussi tous les anonymes, militants politiques de longue date ou qui le sont devenus par leur engagement, qui ont formé des réseaux clandestins de solidarité pour cacher ceux qui se savaient recherchés et les aider à quitter le pays⁶.

6. Montoneros : groupe guérillero péroniste « de gauche » bien que fondé par des militants nationalistes d'extrême droite. ERP : Ejército Revolucionario del Pueblo (Armée révolutionnaire du peuple), à tendance marxiste.



Les neuf auteurs de *Violence d'État et psychanalyse* ont mené leur recherche sur les effets et les manifestations dans la vie psychique qu'une situation comme celle que traversait l'Argentine sous la terreur d'État pouvait produire, à partir des cures de psychanalyse - soit individuelle soit de groupe - de patients qui constituaient la clientèle habituelle des psychanalystes en Argentine, à savoir une très large classe moyenne, plutôt intellectuelle. Parmi les auteurs, certains vivaient à Buenos Aires et d'autres en Europe, qui accueillait ceux qui avaient réussi à s'échapper.

La période de la dictature militaire a été caractérisée par une violence sur la société installée de manière permanente, ce qui a donné comme résultat un climat social qu'on pourrait appeler « état de menace ». Cet état de menace sociale produit chez les individus une perte de la possibilité de discriminer le danger venant de l'extérieur. L'incertitude et l'angoisse qui lui est associée (angoisse et non pas peur car précisément le danger est impossible à cerner, à préciser) conduisent à une désorganisation des référents qui autrefois construisaient et donnaient cohérence à l'identité. Cette incertitude trouve sa source dans l'arbitraire qui préside à la persécution et à la répression: le Juif ou l'opposant politique se savaient menacés sous le nazisme, durant la dictature argentine n'importe qui à n'importe quel moment pouvait disparaître, il suffisait d'une relation « suspecte », de sa présence à une réunion de lycée ou de syndicat considérée comme « subversive », de son nom dans le carnet d'adresse de quelqu'un considéré « suspect » ou ayant été arrêté, pour devenir absent à jamais de tout lieu. Il était tout aussi dangereux de cacher des armes que de posséder certains livres, et nombreux ont été ceux qui ont brûlé ou enterré une partie importante de leur

bibliothèque. L'impossibilité d'évaluer les conséquences réelles d'une action, l'arbitraire et la disproportion entre le fait incriminé et les mesures répressives créent la panique et la frayeur et consolident l'efficacité de la terreur.

À son tour, la perte de ces repères qui auraient pu permettre d'évaluer la gravité du danger, au lieu de produire des mouvements de solidarité, comme cela peut être le cas dans des catastrophes explicables, partageables, crée de la solitude, de l'isolement⁷.

Face à cet état de menace une des réactions défensives fréquemment adoptées fut le désinvestissement de la politique, voire une abstention radicale de toute action ou opinion. « Ne t'en mêle pas » plus qu'un conseil devient un mot d'ordre. Et il était souvent accompagné, lorsque l'absence d'un collègue ou d'un voisin était évoquée, d'un « Por algo será » (« Il a dû bien y avoir une raison »). Ce qui revenait à reconnaître la réalité de la disparition en même temps que la justifier.

Mais l'inhibition ne touche pas seulement l'action, la pensée aussi subit les effets de l'état de menace et devient circulaire, répétitive et les idées de souffrance dans la torture ou de mort prennent toute la place.

À leur tour les analystes, connaisseurs des pensées intimes de leurs patients, dont certains engagés dans la lutte armée, devenaient porteurs de secrets lourds et menaçants pour eux mais aussi pour leurs patients s'ils étaient arrêtés et torturés. Le silence est donc la meilleure protection. Le silence est aussi la réponse que trouvent les parents des disparus à leurs demandes. Le « disparu » deviendra ainsi le symbole paradigmatique du silence : celui qui ne parlera plus et celui dont on ne parlera plus.

De tout temps il y a eu des disparus, des pêcheurs qui ne rentrent pas au port,

des soldats dont on ne connaît pas le sort, des enfants kidnappés, des militants « exécutés » dont les responsables nient toute intervention (voir dans ce même numéro : « Joaquin Penina le fusillé de Rosario »). Depuis quelque temps, les médias français se sont emparés d'une formule qui, répétée inlassablement à chaque occasion où, après une mort présumée, le corps n'est pas retrouvé ou bien le responsable-coupable non désigné, finit par perdre son sens original et tourner au ridicule : « les familles ne peuvent pas faire leur deuil ». Bien ou mal, tout le monde « fait le deuil » d'une perte, c'est-à-dire que, petit à petit le sujet modifie et détache les liens affectifs qui l'unissaient au disparu, avec ou sans retrouvaille du corps. Je laisse ici de côté les cas où le sujet, pour des raisons de son histoire personnelle, ne réussit pas à surmonter la perte et sombre dans la folie.

La séquestration de personnes n'avait pas commencé avec la Junte militaire qui s'empara du pouvoir en mars 1976 mais quelques années plus tôt sous le régime d'Isabel Peron. Mais à ce moment c'était surtout une méthode d'élimination des opposants politiques, pas nécessairement engagés dans la lutte armée. Certains disparaissaient, parfois on retrouvait leur corps dans une décharge publique,

7. H. Arendt introduit une distinction entre isolement et désolation comme deux manifestations qui se présentent dans les régimes totalitaires. « Un des premiers soucis de tous les régimes tyranniques est de provoquer l'isolement. L'isolement peut être le début de la terreur ; il est certainement son terrain le plus fertile ; il est toujours son résultat » [...] « Ce que nous appelons isolement dans la sphère politique, se nomme désolation dans la sphère des relations humaines » [...] La domination totalitaire « se fonde sur la désolation, sur l'expérience d'absolue de non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme ». *Op.cit.*, p. 225.



d'autres étaient assassinés en plein centre-ville. Avec l'avènement de la Junte le procédé devient massif et ce ne sont pas seulement les opposants politiques, mais aussi bien des adultes, des adolescents ou des enfants de toute condition socio-économique qui disparaissent. Amnesty International évalue à 30 000 le nombre de disparus. La séquestration pouvait se passer de jour ou de nuit, au domicile, dans la rue, au travail, avec ou sans témoins, mais la constante est que les acteurs – des groupes paramilitaires – ne se présentaient pas comme les représentants d'une quelconque instance du pouvoir. Ils ne se présentent pas et ne portent aucun uniforme ni signe distinctif officiel.

Toutes les recherches entreprises par les proches du ou des disparus (parfois ce sont des familles entières qui sont emmenées) se heurtent à un mur du silence. Aucune autorité compétente ne reconnaît les faits et le discours qui est renvoyé (comble du cynisme!) est que la ou les personnes se sont exilées ou se sont suicidées. L'épreuve de réalité, processus postulé par Freud qui permet au sujet de distinguer entre les *stimuli* venant de l'extérieur et ceux qui viennent de son intérieur, évitant ainsi la confusion entre ce qui est perçu et ce qu'il ne fait que se représenter mentalement, est mise à mal. Elle ne peut rendre compte que de l'absence, sans pouvoir établir si

celle-ci est transitoire ou définitive, et encore moins des raisons de cette absence. Les rites funéraires qui, présents dans toute société, procurent un support pour l'élaboration de la perte, ne peuvent pas être célébrés puisque cela équivaldrait à « tuer » le disparu. Non seulement le mort n'a pas de sépulture, mais il n'y a même pas de mort. L'effacement des traces a été une opération menée jusqu'à ses dernières limites, puisque, après la dictature, aucun camp de concentration ni d'extermination n'a été trouvé, à peine quelques rares charniers, les personnes séquestrées ayant été jetées dans la mer.

Dans ce deuil particulier qui sera celui des disparus, les auteurs signalent chez les proches l'apparition d'un double processus de désagrégation aussi bien dans le micro-groupe de référence et d'appartenance que dans le macro-groupe social.

« Le sens sémantique des termes change, un nouveau lexique apparaît, le référent de la culpabilité se perd (sommes-nous tous coupables?), et finalement l'état de menace empêche la réalisation d'une quelconque discrimination. Toute une partie de la société succombe à une conspiration du silence et a recours au mécanisme du déni. [...] Cette situation conduit à un état d'aliénation.

Cet ensemble de conditions produit alors un double effet: d'une part, dans la

mesure où prévaut le déni, les pratiques sociales nécessaires au traitement de ces séquestrations, de ces arrestations et de ces meurtres cessent de se produire. D'autre part, le camouflage des faits déstructure encore davantage l'appareil psychique de la famille par l'attaque de sa pensée et l'obturation de son savoir.»⁸

Dans l'élaboration de ces deuils deux attitudes différentes, et opposées, vont se succéder : d'abord, le désir de savoir, auquel succédera un non-désir de savoir, un refus. Dans la mesure où tout accès à l'information se voit barré par une procédure qui ne reconnaît pas l'existence même du fait, les proches du disparu exacerbent tous les moyens d'obtenir une information, démarche qui tend à éviter la destruction psychique, même si elle n'obtient aucun résultat concret. Le désir de savoir devient une exigence, un besoin et devant l'impossibilité d'accéder à un savoir précis, la recherche de certitudes prendra la place de l'épreuve de réalité. Mais une certitude est un fait subjectif, pas une donnée de la réalité, et lorsqu'elle se substitue au savoir, elle met le moi en danger d'un fonctionnement délirant. Pour retrouver la capacité de penser, et avec elle d'accéder à l'élaboration de la perte, le sujet doit renoncer à la certitude.

Le refus de vouloir savoir apparaissait souvent lorsque le parent du disparu se trouvait en possession d'indices (ou de ce qu'il croyait en être) qui lui disaient que son proche avait été torturé ou tué. Et «l'inquiétante étrangeté» – où le doute relatif au fait qu'une chose soit animée (vivante) ou non, et l'effacement des limites entre la réalité et l'imagination produisent une certaine angoisse, un certain malaise – faisait son apparition⁹.

Devant l'angoisse causée par l'incertitude et la douleur que provoque l'imagination des souffrances endurées

par le disparu, les parents éprouvent parfois des désirs de mort à son égard. Mais on ne désire pas impunément la mort d'un être aimé, même si elle doit abrégé ses souffrances, et la culpabilité en est la conséquence immédiate. Sinistre paradoxe qui oblige les proches du disparu, devant l'absence totale de reconnaissance par l'État d'une quelconque intervention, à déclarer la mort de celui qu'ils recherchent et qu'ils espèrent retrouver vivant.

«Apparition en vie de tous les disparus» était, et c'est encore, le mot d'ordre écrit dans les banderoles arborées par les Mères de la Place de Mai, le jeudi à 14 heures, depuis 30 ans. On ne peut pas imaginer lieu plus chargé de symboles que cette Place de Mai, où ces femmes ont choisi de se retrouver et de manifester en demandant le retour de leurs enfants. Encadrée par la Casa Rosada (palais présidentiel), le Cabildo (édifice colonial où siégea le premier gouvernement en mai 1810 après la libération de la colonie, en mai 1810), la Cathédrale, où se trouvent les restes de José de San Martín, héros national, libérateur de l'Argentine, du Chili et du Pérou et le Ministère de l'Économie, la Place de Mai condense tous les emblèmes du Pouvoir.

Le mouvement initié par les Mères (appelées aussi les Folles de la Place de Mai par, à ce qu'on raconte, un militaire qui observait le rassemblement depuis le balcon de la Casa Rosada), a incarné la résistance et la non acceptation des disparitions et du discours avec lequel les autorités recevaient leurs demandes.

8. Julia Braun de Dunayevich et Maria Lucila Pelento «Les vicissitudes de la pulsion de savoir dans certains deuils spéciaux» in *Violence d'État et Psychanalyse*, p. 92-93

9. Sigmund Freud, «L'inquiétante étrangeté» (*Das Unheimliche*) in *Essais de psychanalyse appliquée*, Paris, Gallimard.

Manifestant devant le siège du gouvernement, et il fallait en effet être folles pour oser le faire, non seulement elles signifiaient que les dénégations que celui-ci leur opposait étaient fausses mais aussi que c'était lui le responsable.

Les femmes qui l'animaient, dans un premier temps, n'appartenaient à aucun groupe politique; qui plus est, pour la plupart, elles étaient restées à l'écart de toute opinion ou activité politique. Et c'est la rage, l'indignation, le refus de se soumettre aux non-explications sur la disparition de leurs enfants qui les font basculer du domaine privé vers l'espace social, qui transforment une perte individuelle, personnelle, en un fait politique. La meilleure façon d'échapper à l'aliénation, à la désolation c'est de donner un sens à une réalité qui semble en être dépourvue. Et l'action politique en est le moyen.

Mais les effets causés par une dictature ou un État totalitaire ne s'effacent pas avec sa disparition, et les ravages dans la capacité d'autonomie des populations perdurent longtemps. En Allemagne, il aura fallu de nombreuses années, une génération, pour pouvoir

admettre ce que le national-socialisme avait commis; en Espagne, après la mort de Franco, nombreux étaient ceux qui soutenaient que la pacification nationale passait par le silence. En Argentine, les deux gouvernements démocratiquement élus qui ont succédé à la Junte militaire feront voter des lois pour disculper ses exactions: la loi dite du « Point final » et celle de « l'obéissance due ». En Uruguay, où à peu près en même temps sévissait une dictature militaire qui a collaboré activement avec celle de l'Argentine, le Sénat vote en décembre 1986 une loi appelée de « caducité de la prétention punitive de l'Etat » qui proscrie toute inculpation pour les crimes politiques commis durant la dictature. Les parents des disparus demandent immédiatement l'abrogation de cette loi, et le gouvernement « démocratique » prépare un référendum qui a lieu le 16 avril 1989. Plus de la moitié de la population, 54 %, vote contre l'abrogation, ce qui « démontre que la terreur continue d'être efficiente bien au-delà du temps où ses causes ont cessé d'exister »¹⁰.

Heloisa Castellanos

Résumé

Prenant comme exemple deux situations socio-politiques distantes dans le temps et dans le monde (le régime nazi et la dictature militaire – 1976-1983 – en Argentine), on examine le poids et les effets produits dans la vie psychique des individus par les menaces permanentes, l'arbitraire imprévisible et un climat de frayeur diffuse. Des ravages qui ne cessent pas nécessairement avec la fin de la terreur d'Etat.

10. Carlos Liscano, *L'impunité des bourreaux*, Paris, Ed. Bourin, 2006.